



*Hôpital Lyon Sud - semaine du 14 octobre 2024*

## **Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !**

***Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.***

### **Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics**

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

### **Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent**

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition ! Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes : [lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**

## **Attention hôpital méchant**

Un des parkings de l'hôpital va être vendu à un promoteur immobilier ce qui de base ne nous enchante pas, ce n'est pas comme si on galérait déjà pour se garer. Ils ont été jusqu'à envoyer des maîtres-chiens pour virer des gens du voyage qui s'étaient installés là... expulser les gens ils ont l'habitude, on n'est pas surpris, ils passent déjà leur temps à libérer les lits mais là, c'est vraiment dégueulasse. Ils aiment que leur propriété soit bien gardée.

## **Ibis Mermoz**

À l'hôpital Jean Mermoz, les patients viennent de loin pour se faire opérer et font parfois plusieurs heures de route pour rejoindre l'hôpital. Avec des opérations dès 7h du matin, les patients sont obligés d'arriver la veille. Rien de bien choquant jusque là, cette soirée est aussi l'occasion pour les soignants de vérifier que tout est prêt pour l'opération du lendemain. Mais toujours prête à faire des économies, la direction de l'hôpital hésite à faire dormir les patients non plus à l'hôpital... mais à l'hôtel ! Moins cher pour l'hôpital, mais bien plus chronophage pour les soignants qui devront suivre leurs patients à distance ! On espère qu'ils n'en profiteront pas en plus pour supprimer des postes.

## **Embauches de médecins, mais à quel prix ?**

Nous avons appris l'intégration d'un nouvel interne au CHU de Toulouse. Une nouvelle somme toute assez classique voire réjouissante au vu de la pénurie de médecins. Mais ce qui inquiète les soignantes et les patientes, c'est que l'interne de 26 ans a récemment reconnu être l'auteur de plusieurs agressions sexuelles et a été condamné à 5 ans de prison avec sursis. La presse souligne un problème éthique à embaucher un médecin avec un casier, pour nous, le problème vient surtout de l'infraction commise !

À croire que les directeurs d'hôpitaux n'ont jamais entendu parler du MeToo soignant.

## **Quand le plafond nous tombe sur la tête**

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet "incident malheureux", pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : "Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait." Les "fées" du gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240M€ d'aides de l'État...

## **Doliprane : une pilule qui passe mal**

Le géant pharmaceutique Sanofi négocie avec le fonds d'investissement américain CD&R en vue de lui céder le contrôle de sa filiale Opella. Selon Les Échos, le potentiel repreneur a offert plus de 15 milliards d'euros pour mettre la main sur Opella, numéro trois mondial des médicaments sans ordonnance, vitamines, minéraux et compléments alimentaires, qui produit notamment le Doliprane, médicament le plus vendu en France.

Sanofi a reçu des centaines de millions de l'État, soi-disant pour développer sa production et maintenir l'emploi dans le pays. Bien repu de ces copieuses subventions, Sanofi considère à présent qu'Opella n'est plus assez rentable ! Le profit est la seule motivation des capitalistes de France, des États-Unis et d'ailleurs : le « patriotisme économique » n'est qu'un prétexte pour qu'ils touchent des aides de gouvernements complaisants. Et, malgré les larmes de crocodile et les coups de menton du gouvernement qui évoque déjà une entrée de l'État au capital d'Opella, cette logique nauséabonde risque d'aggraver les tensions sur les stocks de médicaments vitaux, au moment où l'ANSM vient de lancer une campagne nationale pour gérer les pénuries.

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes : [lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**